Bulgarie : Roumen Radev et les ambiguïtés d'une politique étrangère à plusieurs vitesses

Description

Dans une configuration politique rare mais qui a fait des émules en Europe, Roumen Radev a quitté prématurément la présidence (qu'il occupait depuis 2017) pour entrer dans la compétition partisane avant d'accéder à la tête du gouvernement. Devenu Premier ministre en mai 2026, il a cherché à redonner à la Bulgarie une voix plus autonome sur la scène internationale, entre engagements européens et atlantiques, rapprochement qualifié de pragmatique avec certains partenaires (dont la Russie) et défense plus affirmée des intérêts nationaux.

Depuis qu'il est Premier ministre, Roumen Radev cherche à infléchir une diplomatie bulgare longtemps alignée sur les positions de l'Union européenne et de l'OTAN. Son programme promettait une Bulgarie « *digne et active* », défendant plus clairement ses intérêts nationaux tout en respectant ses engagements européens et atlantiques(1). Cette ambition a produit une ligne difficile à lire : compromis avec la Russie mais consensus européen sur l'Ukraine, coopération avec les États-Unis mais refus d'engager le territoire bulgare au Moyen-Orient, fermeté envers la Macédoine du Nord mais pragmatisme avec la Grèce et la Turquie.

Cette politique étrangère à plusieurs vitesses est-elle conforme à ses promesses électorales ? Vise-t-elle à redonner à Sofia une capacité de négociation longtemps peu utilisée ? L'enjeu semble porter sur la capacité d'un petit État membre de l'UE et de l'OTAN à transformer ces appartenances en instruments d'influence plutôt qu'en alignement contraint.

Entre Union européenne, Russie et Ukraine : négocier sans rompre

C'est sur l'axe européen que l'ambiguïté apparaît le plus nettement. Pendant sa campagne, R. Radev a défendu une approche pragmatique de la guerre en Ukraine, privilégiant désescalade et solution diplomatique. Son programme promeut parallèlement une politique extérieure « *cohérente* », fondée sur des intérêts nationaux définis et une participation active aux décisions européennes.

En tant que Premier ministre, il a manifesté cette différenciation lors des négociations sur le 21e paquet de sanctions contre la Russie au cours de l'été 2026. Sofia a formulé des réserves sur l'inscription de plusieurs acteurs russes sur les listes européennes, dont l'homme d'affaires Iskander Makhmoudov, en invoquant les conséquences possibles pour certains intérêts économiques bulgares. Il a également soulevé des objections concernant le ministre russe des Sports Mikhaïl Degtyarev ou encore la Togliattikhimbank, liée à des entreprises russes de production d'engrais. Sofia a finalement retiré ces réserves pour permettre une position européenne commune(2). Mais le cabinet de R. Radev a également justifié son opposition aux sanctions contre le patriarche Cyrille par des arguments religieux et culturels.

Le cas des sanctions révèle la méthode Radev : négocier en amont, puis accepter le compromis collectif lorsque les intérêts essentiels de la Bulgarie ne justifient pas un veto. Cette position se situe entre alignement automatique sur Bruxelles et rupture avec la politique européenne envers Moscou.

La relation avec Kyïv reste tout aussi ambiguë. Le soutien à l'Ukraine suscite de fortes critiques au Parlement. Il en est allé de même lors de la visite de la ministre des Affaires étrangères Velislava Petrova-Chamova à Kyïv le 15 juillet 2026 : le parti d'opposition Vazrazhdane (Renaissance) a alors accusé le gouvernement de subordonner la politique étrangère aux intérêts ukrainiens et a lié cette question à la politique énergétique du pays(3).

Il serait toutefois réducteur de qualifier la politique étrangère de R. Radev de simplement « pro-russe ». Elle révèle plutôt la recherche d'une marge de manœuvre nationale à l'intérieur du consensus européen. Après plusieurs années où Sofia a rarement tenté de prendre une position autonome vis-à-vis des orientations de l'UE, R. Radev semble tester la capacité de la Bulgarie à négocier certaines exceptions, à former ponctuellement des coalitions et à conditionner son soutien à la prise en compte d'intérêts économiques ou politiques bulgares.

États-Unis, OTAN et Moyen-Orient : les limites du rééquilibrage

La recherche d'autonomie sur l'axe transatlantique est encore plus délicate. Au printemps 2026, dans un contexte tendu au Moyen-Orient, R. Radev a refusé de prolonger le stationnement d'avions américains en Bulgarie au-delà du 30 juin, invoquant la sécurité nationale et l'absence de progrès sur l'exemption de visas pour les Bulgares. Pourtant, quelques semaines plus tard, et ce malgré les avertissements de Téhéran, huit avions-ravitailleurs KC-135 et de 250 militaires américains ont été autorisés à revenir sur la base de Bezmer, jusqu'au 1er octobre 2026 (de fait, ils ont quitté la base le 21 août). Le Premier ministre avait assuré qu'aucune opération militaire contre l'Iran ne serait conduite depuis le territoire bulgare et que les appareils américains rempliraient exclusivement des fonctions logistiques. La controverse a toutefois provoqué des tensions au Parlement, plusieurs formations réclamant des explications sur les risques encourus et la cohérence de cette décision(4).

Le paradoxe est significatif. Ancien commandant de l'armée de l'air, R. Radev ne remet pas en cause l'ancrage militaire occidental de la Bulgarie. Il tente plutôt d'en redéfinir les conditions politiques. Sofia continue donc d'accueillir des forces américaines et d'assumer ses obligations au sein de l'OTAN, tout en rappelant que cette coopération n'implique pas un soutien automatique à toutes les opérations américaines.

Cette distinction permet au gouvernement de maintenir la relation stratégique avec Washington et l'Alliance sans impliquer directement la Bulgarie dans un affrontement avec l'Iran. Mais, à force de différencier engagement militaire, solidarité politique et intérêt national, R. Radev risque d'envoyer des signaux contradictoires à ses alliés, à ses interlocuteurs internationaux et surtout à ses électeurs.

Les Balkans : là où l'intérêt national redevient prioritaire

La notion d'intérêt national s'exprime en particulier dans les Balkans. Le programme de Bulgarie Progressiste se veut garant de la stabilité, de la sécurité et du bon voisinage en Europe du Sud-Est. Le parti soutient l'intégration européenne des Balkans occidentaux mais la conditionne au mérite des candidats, au bon voisinage et au respect des droits humains. Il identifie le Corridor VIII, reliant la mer Adriatique à la mer Noire, comme un projet stratégique pour les intérêts économiques bulgares.

La Macédoine du Nord constitue le test le plus évident de cette posture. Les relations restent marquées par les différends historiques, identitaires et linguistiques et par la situation des citoyens se déclarant Bulgares. En juin 2026, l'incendie de véhicules appartenant à l'ambassade bulgare à Skopje a renforcé les inquiétudes de Sofia. Il s'agissait du deuxième acte de vandalisme visant l'ambassade depuis le début de l'année, parmi d'autres incidents touchant des Bulgares et des clubs culturels bulgares, sur fond de dénonciation à Sofia d'une rhétorique anti-bulgare jugée croissante (5). Moins disposé au compromis qu'avec ses partenaires européens ou atlantiques, Sofia juge pourtant que cette fermeté reste compatible avec son soutien à l'élargissement. Dès lors, la perspective européenne de Skopje devient un levier pour obtenir des garanties sur des questions liées à l'intérêt national.

Avec la Grèce, la logique est différente. Le dossier des eaux transfrontalières(6) montre que Sofia privilégie la négociation technique pour transformer une question historiquement sensible en relation contractuelle. Les discussions ont porté sur un mécanisme temporaire avec suivi annuel et une éventuelle relation commerciale pour les services rendus par les infrastructures bulgares. Cette approche illustre une diplomatie transactionnelle : coopération lorsque'un compromis est possible, fermeté lorsqu'une question identitaire ou sécuritaire est jugée essentielle.

La Turquie, elle, occupe une place plus complexe. Membre de l'OTAN mais extérieure à l'UE, partenaire économique et voisin stratégique, elle intervient également dans les débats sécuritaires, migratoires et énergétiques à travers le

controversé accord avec BOTAŞ. La question dépasse la relation bilatérale : elle renvoie à la sécurité énergétique, aux infrastructures régionales et à la capacité de Sofia de réduire ou, au contraire, de créer de nouvelles dépendances. Alors que R. Radev avait été vivement critiqué pour ce contrat sous sa présidence, il a réussi à le renégocier au début de son mandat de Premier ministre, afin notamment d'en alléger les contraintes financières.

Une politique confuse ou le retour d'une diplomatie de négociation ?

Les premiers mois du gouvernement Radev ont donc révélé moins une réorientation géopolitique qu'une tentative de modifier la manière dont la Bulgarie utilise ses alliances. Cette stratégie, soutenue par le gouvernement et par la présidente Iliyana Yotova, crée en réalité des contradictions.

Mais elle peut être interprétée comme une tentative de sortir d'une diplomatie principalement réactive. Pour un petit État comme la Bulgarie, l'autonomie ne signifie pas nécessairement l'équidistance entre Bruxelles, Washington et Moscou. Elle peut résider dans la capacité à choisir les dossiers sur lesquels négocier, à rechercher des partenaires aux intérêts convergents et à utiliser les institutions européennes et atlantiques comme espaces de coalition. Si Sofia parvient à construire des coalitions et à clarifier ses priorités, cette inflexion pourrait marquer le retour d'une Bulgarie plus active sur la scène internationale.

Sources :

(1) *Programa na Progresivna Bulgaria* [Programme de Bulgarie Progressiste], Progresivna Bulgaria, 2026.

(2) « *Vanshniyat ministar obyasni pozitsiyata na Balgariya za 21-viya paket sanktsii sreshtu Rusiya* » [La ministre des Affaires étrangères explique la position de la Bulgarie sur le 21e paquet de sanctions contre la Russie], *Nova.bg,* 28 août 2026.

(3) Daniel Inkov, « *Vazrazhdane razkritikuva vanshnata politika na pravitelstvoto* » [Vazrazhdane critique la politique étrangère du gouvernement], *BNR Horizont,* 15 juillet 2026.

(4) Khristiana Dimitrova, « *Naprezhenie v parlamenta zaradi vanshnata politika na pravitelstvoto* » [Tensions au Parlement autour de la politique étrangère du gouvernement], *BNT News,* 31 juillet 2026.

(5) « *Palezhat na kolite na balgarskoto posolstvo v Skopie – sluchaen vandalizam ili provokatsiya?* » [L'incendie des véhicules de l'ambassade bulgare à Skopje : vandalisme fortuit ou provocation ?], *Nova.bg,* 16 juin 2026.

(6) Maria Yordanova, « *Sporazumenieto na Balgariya s Gartsia za vodite. Kakav e pravilniyat hod?* » [L'accord entre la Bulgarie et la Grèce sur les eaux : quelle est la bonne approche ?], *BNR Horizont,* 17 juin 2026.

Vignette : Roumen Radev (copyright : site de Bulgarie progressiste).

Lien vers la version anglaise de l'article.

* Donika Hvarchilkova est analyste politique indépendante, Doctorante en Science politique et Relations internationales (Université de Portsmouth).

Pour citer cet article : Donika Hvarchilkova (2026), « Bulgarie : Roumen Radev et les ambiguïtés d'une politique étrangère à plusieurs vitesses », Regard sur l'Est, 2 novembre.

Retour en haut de page

date créée
02/11/2026
Champs de Méta
Auteur-article : Donika Hvarchilkova*